



Dr. Olivier Buirette

Mars 2017 : Où en est l'Union Européenne ?

Lundi 6 mars 2017, le Président de la République française, François Hollande, organisait à Versailles un mini-sommet européen ressortant l'idée de la constitution d'une Europe à plusieurs vitesses. Ce concept est déjà présent dans la pratique avec, par exemple, une zone euro à 19 États sur 28 et un espace Schengen comportant 22 pays de l'UE sur 26, etc. Après la réélection triomphale du président du Conseil européen, le polonais Donald Tusk, avec 27 voix contre une (celle de la Pologne) le jeudi 9 mars 2017, c'est à présent au sommet européen de Bruxelles d'examiner, toujours dans les conséquences du Brexit, cette idée d'Europe à plusieurs vitesses et la chancelière allemande Angela Merkel de prôner une « Union dans la diversité » afin de promouvoir cette idée de relance européenne par l'instauration de ce concept à plusieurs vitesses ou « rythmes » qui est loin de faire encore l'unanimité, mais qui devrait aboutir le 25 mars, pour la célébration des 60 ans du Traité de Rome, à un texte solennel.

Pour le moment seuls la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne ou encore le Luxembourg soutiennent cette idée. On rappellera en outre qu'après l'échec du référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel cela avait été l'une des pistes lancées pour une éventuelle relance du processus de construction.

Toujours est-il que les menaces des conséquences d'un *hard Brexit* associées au risque d'une victoire de l'extrême droite anti-européenne de Geert Wilders et de son « Parti pour la liberté » (le PVV) demeurent même si les résultats des législatives néerlandaises du 15 mars dernier ont infirmé ce scénario. Toutefois, la crainte de voir se lever une vague populiste à travers toute l'Europe occidentale est bien présente d'autant plus que celle-ci touche déjà l'Europe orientale avec la Hongrie et la Pologne notamment.

À tout cela s'ajoute, toujours dans le cadre de ce sommet de Bruxelles, l'hostilité envers ces propositions de la part des pays d'Europe de l'Est intégrés à l'organisation régionale par les vagues de 2005 et de 2007 et qui craignent de se retrouver dans la seconde partie de cette Europe à deux vitesses. Enfin, il est apparu que des inquiétudes refaisaient surface au sujet des Balkans occidentaux pour lesquelles on devait réaffirmer le souhait de lutter contre une influence russe grandissante et encourager ainsi le processus d'adhésion à l'UE ou du moins le relancer. Finalement, comme nous l'évoquions plus haut, les résultats des élections législatives aux Pays-Bas semblent marquer un temps d'arrêt à la crainte de cette vague populiste puisque le Premier ministre sortant, le libéral Mark Rutte, restera manifestement aux affaires, et ce même si l'extrême droite hollandaise marque incontestablement une très forte poussée, ce qui est bien sûr un signal d'alerte à prendre en compte.



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

L'élection du président de la République constitue un moment fort de la vie politique française. Le suffrage universel direct à deux tours y est pour beaucoup. La V^e République confère de grands pouvoirs au président qui forme, avec le Premier ministre, le pouvoir exécutif. Après Charles de Gaulle, qui fut le premier président de la Ve république, c'est certainement François Mitterrand qui a marqué le plus cette fonction en restant à l'Élysée 14 ans, soit en effectuant deux mandats successifs. Ces deux hommes d'État n'appartenaient pas à la même famille politique, mais ils partageaient des ambitions de grandeur pour la France. De Gaulle a refusé l'hégémonie américaine au sein de l'Alliance atlantique. Il a donc sorti la France de la structure intégrée de l'OTAN et a doté son pays de l'arme nucléaire, contribuant ainsi à son autonomie militaire face à Washington. Quant à François Mitterrand, il a joué la carte de l'intégration européenne même

Les Français et leurs Présidents

s'il n'a pas su imposer l'Europe de la défense comme une alternative à l'OTAN. Il avait la réputation d'être un homme arrogant, rusé et qui a tout fait pour cacher à l'opinion publique l'existence de sa fille illégitime ainsi que sa maladie. La grande déception de Jacques Chirac, qui a succédé à Mitterrand, a été le « non » au référendum sur la Constitution européenne en 2005.

Au second tour des élections présidentielles de 2006, les Français avaient le choix, pour la première fois, d'élire une femme à ce poste ; mais ils ont préféré choisir à nouveau un homme, Nicolas Sarkozy, qui leur promettait qu'ils allaient « travailler plus pour gagner plus ». S'il n'a pas tenu cette promesse, il a tout de même fait évoluer la fonction présidentielle. D'abord par sa façon de vivre, il l'a « désacralisée ». Ensuite, en personnalisant le pouvoir, il a amoindri et effacé le rôle des ministres. Mais aux élections de 2012, les votes des Français se sont portés sur le candidat du Parti socialiste, François Hollande, qui représentait alors l'alternance politique et surtout incarnait l'opposé de N. Sarkozy. François Hollan-

de a promis la croissance économique et l'inversion de la courbe de chômage, mais sans succès. À mi-mandat, la déception à son égard fut grande et n'a cessé depuis de croître. Il restera dans les mémoires comme le président le plus impopulaire de la V^e République.

Selon les derniers sondages et à trois semaines du premier tour des élections présidentielles de 2017, nous retrouverons certainement au second tour Marie Le Pen, candidate de l'extrême droite dont la popularité ne cesse d'augmenter, et Emmanuel Macron, un candidat au profil insaisissable jouant avec une ambiguïté politique afin de séduire un maximum d'électeurs. Dans cette hypothèse, Emmanuel Macron, qualifié aussi de « candidat des médias », car porté et imposé par ces derniers, est donné favori au second tour. Mais tout cela reste un tableau dressé par les médias partiaux qui veulent imposer M. Macron en détruisant ses rivaux et en mettant les électeurs devant le fait accompli, au second tour. Le soir du 23 avril, nous verrons donc si les électeurs ont su se méfier d'eux en votant autrement au premier tour pour choisir leur président.

Présidentielle Française : une campagne tristement inédite

Impossible de le nier, la campagne présidentielle française est tout sauf banale, mais est tristement atypique. Depuis le début de celle-ci, il n'y a pas une semaine exempte d'un nouveau scandale qui ébranle la scène politique traditionnelle française à tel point que l'ombre d'un nouveau 21 avril ne cesse de grandir.

Fillon ne « lâchera rien »

François Fillon, le candidat Les Républicains, ne cesse de nous abasourdir. Embourbé jusqu'au cou dans un scandale d'emploi fictif et officiellement mis en examen, celui-ci signe et persiste : il « ne lâchera rien ». Celui qui avait promis que s'il était mis un jour en examen il n'aurait d'autre choix que de se retirer n'a pas hésité longtemps avant de revenir sur sa promesse. Après une avalanche de défections, la droite et le centre s'affaiblissent un peu plus chaque jour. Le « grand rassemblement » continue de creuser un peu plus profond sa tombe.

Mais, il y a pire. Voilà que M. Fillon, ne sachant plus comment se justifier et se sortir de ce mauvais pas, tombe dans un discours aux relents populistes en parlant « d'assassinat politique », ou encore « de démocratie percutée ». Sans surprise, les médias sont accusés de ce « meurtre politique » et le candidat à la présidentielle, dénonçant un complot, n'hésite pas non plus à mettre en cause la magistrature. Une position perturbante alors que M. Fillon espère encore devenir Président de la République et donc le garant de l'indépendance de la justice. Pourtant, il n'en démord pas et tient aujourd'hui des propos tels que « les voyous doivent redécouvrir ce qu'est la loi ». Des déclarations qui nous feraient presque sourire si ce n'était pas les piliers de la démocratie qui en venaient à être piétinés.

Macron est En Marche

Le maintien de ce candidat entêté et chaque jour un peu plus fragilisé fait en revanche le bonheur d'Emmanuel Macron, donné en seconde position au premier tour de la présidentielle selon les

derniers sondages. S'il reste la cible de nombreuses critiques, on ne peut plus aujourd'hui lui reprocher de ne pas avoir dévoilé son programme même si celui-ci est loin de convaincre tous les citoyens français qui mettent souvent en avant son manque d'expérience.

Un candidat socialiste absent

En revanche, l'affaire Fillon dessert le candidat socialiste. Après avoir perdu son temps dans des tractations politiques qui lui ont rapporté très peu et essuyé un échec quant au ralliement de Mélançon à sa candidature – qui finalement a obtenu ses 500 parrainages et est officiellement candidat à la présidentielle –, Benoît Hamon voit ses chances de gagner s'éloigner. Une situation désastreuse pour le PS d'autant plus que le candidat de la France Insoumise est aujourd'hui devant lui dans les sondages. Ceci est en partie dû à la visibilité médiatique de M. Fillon. Celui qui, durant la primaire, a eu le mérite d'apporter des idées nouvelles semble aujourd'hui en marge de cette campagne au point où ce dernier aimerait certainement que le Canard Enchaîné déballe une bonne fois pour toutes les affaires concernant le candidat des Républicains afin qu'il puisse lui aussi faire campagne et répondre aux critiques de Manuel Valls qui a décidé qu'il ne respecterait pas les règles du jeu de la primaire.



Un populisme rampant

C'est finalement Marine Le Pen qui profite de ce branle-bas le combat. Celle-ci ne cesse de monter dans les sondages au point qu'elle est aujourd'hui donnée gagnante au premier tour. Pourtant, la candidate d'extrême droite baigne elle aussi dans des histoires peu recommandables telles l'affaire des assistants parlementaires. Mais, fidèle à elle-même, Marine Le Pen persévère avec succès dans la théorie du complot et dans la stratégie de la peur. Quant à ses « petits » problèmes avec la justice, le manque d'indignation de l'opinion publique illustre le ras-le-bol des Français envers la classe politique traditionnelle française et conforte Marine Le Pen dans sa conviction qu'elle est au-dessus des lois.

À moins de trois semaines de l'élection présidentielle, voilà que la France vit une campagne inédite qui tourne autour de multiples scandales, où les débats de fonds sont tout bonnement absents et où les valeurs de la démocratie française subissent un tournant qui pourrait lui être fatal.

* Camille Saulas